

Affaires courantes

que ce soit de se placer dans une situation qui pourrait être très difficile pour tous les députés.

M. le Président: Selon moi, l'honorable secrétaire parlementaire fait là une suggestion utile à la présidence. J'espérais pouvoir revenir d'ici à la fin des affaires courantes, mais cela pourrait me prendre quelques minutes de plus. Quoi qu'il en soit, je pense qu'il convient à ce stade-ci de passer aux affaires courantes. Je vais revenir à la Chambre le plus tôt possible.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

COMITÉ PERMANENT DES FORÊTS ET DES PÊCHES
PRÉSENTATION DU RAPPORT DU SYNDICAT DES PÊCHEURS ET TRAVAILLEURS ASSIMILÉS

M. David D. Stupich (Nanaimo—Cowichan): Monsieur le Président, je me rends compte que c'est plutôt inhabituel, mais je demande le consentement unanime de la Chambre pour déposer un document présenté par les représentants du Syndicat des pêcheurs et travailleurs assimilés au Comité des pêches où il a été fort bien reçu par les députés de tous les partis.

Le problème sur la côte ouest. . .

Le président suppléant (M. Paproski): Y a-t-il consentement unanime pour permettre au député de présenter son document?

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Paproski): Je suis désolé, mais il n'y a pas consentement unanime.

* * *

[Français]

PÉTITIONS
LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, j'ai une pétition concernant les armes à feu, provenant de signataires d'Ottawa, Gloucester, Cornwall et Summerstown. Les pétitionnaires déclarent humblement que l'accessibilité aux armes à feu est un facteur critique dans les homicides, les accidents et les suicides; qu'il y a beaucoup de types d'armes facilement disponibles au Canada qui ne sont pas nécessaires pour des fins légitimes, telles que la chasse et le tir sportif.

À ces causes, les soussignés demandent au Parlement de légiférer maintenant, de façon à interdire la posses-

sion d'armes à feu à toute personne ayant un dossier criminel.

[Traduction]

LAGRICULTURE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je suis heureux de déposer, en vertu de l'article 36 du Règlement, une pétition au nom de plusieurs agriculteurs canadiens qui sont furieux, avec raison, de la faiblesse des prix agricoles au Canada.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de leur apporter de l'aide cette année et non l'année prochaine.

LA JUSTICE

M. John Reimer (Kitchener): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition au nom de 150 habitants de la région de Kitchener—Waterloo. Cette pétition tend à appuyer les parents de Nina De Villiers et elle met en lumière certaines lacunes graves du droit pénal. Selon les pétitionnaires, les agressions contre les femmes et les enfants sont intolérables et constituent le crime le plus odieux qui puisse être commis. Ils ajoutent que nos lois, les procédures de détermination de la peine et d'enquête sur le cautionnement, ainsi que les dispositions sur les libérations conditionnelles ne reflètent pas comme il se doit l'horreur qu'inspire la violence à la société et ne protègent pas suffisamment la population contre les criminels en question.

Ainsi, les pétitionnaires exhortent le Parlement à modifier en conséquence le Code criminel, la Loi sur la réforme du cautionnement et la législation sur les libérations conditionnelles.

LE CANADA RURAL

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, j'ai ici une pétition signée par plus de 200 personnes de communautés comme Dauphin au Manitoba, Red Deer en Alberta, Sackville en Nouvelle-Écosse, Quesnel en Colombie-Britannique et Alida en Saskatchewan.

Tous ces gens sont témoins de la disparition progressive du mode de vie rural dans les communautés qui dépendent de la pêche, de l'agriculture et de la foresterie. Ils demandent au Parlement d'appuyer le mode de vie rural et le maintien des bureaux de poste ruraux, et de rejeter le programme conservateur de compressions et de fermetures.

L'ÉDUCATION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir présenter cette